

**Séance ordinaire du
jeudi 1 février 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le premier février, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Clare HART, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Patrick VIGNAL ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE.

Absents :

Robert BEAUFILS.

**Astreinte de décision - Service Surveillance de la Voie Publique
et de l'Environnement Urbain**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Service de Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain (SVPEU) fait l'objet depuis une dizaine d'année d'une évolution progressive, passant de la seule gestion du stationnement sur la voie publique à la prise en compte de l'animal en ville, complété par la surveillance du domaine public, du jardin des plantes, de la sanction de la malpropreté urbaine, et enfin, à l'intégration de l'ensemble de l'activité contraventionnelle de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité publique (DRTP), soit plus de 250 agents et matériels dédiés.

L'externalisation de la gestion du stationnement payant sur voirie initiée dans la prévision de la mise en œuvre de la réforme prévue par la loi MAPTAM dès le 1^{er} janvier 2018 est l'occasion de repréciser le périmètre d'intervention de ce service, et de conforter les champs d'intervention qui ont pu voir le jour ces dernières années.

Ainsi, dans un contexte de présence des agents de régulation sur la voie publique, de 8h00 à 20h00 et du fonctionnement de l'Unité de Capture 7J/7 – 24H/24H, les policiers municipaux assureront la liaison avec la

Police Nationale et le Parquet ainsi que les procédures administratives liées à leur qualité d'agent de police

judiciaire adjoint et la gestion des événements survenus (accident et incident de voie publique, sécurité des agents, gestion en flux tendu des véhicules du service, les événements sportifs...). Ils seront également en charge des décisions opérationnelles et du strict respect de la réglementation.

Dans le cadre des nouvelles missions du service et des évolutions liées aux amplitudes horaires journalières, et pour répondre aux nouveaux cycles de travail, et après avis du Comité Technique du 28 décembre 2017, il est proposé la création d'une astreinte de décision.

Le nouveau service dispose désormais de 4 policiers municipaux, dont un responsable adjoint au chef de service, qui assurent la gestion opérationnelle et qui travailleront du lundi au vendredi, à raison de 39h00 par semaine.

Un policier municipal prendra son service à 8h00, un policier finira son service à 20h00 et un troisième policier assurera un horaire médian compris entre 8h30 – 12h00 et 12h45 – 17h00.

L'astreinte de décision sera assurée par l'agent sur horaire médian.

L'astreinte des 4 policiers municipaux se déroulera par roulement du lundi au lundi soit une astreinte toutes les 4 semaines. En cas de congés ou maladie, et après concertation, un agent assurera l'astreinte en remplacement.

Les interventions effectuées à l'occasion de ces périodes d'astreinte seront rémunérées en application des dispositions fixées par délibérations municipales en date des 17 décembre 2015 et 24 novembre 2017.

Les périodes d'astreintes couvriront les événements pour lesquels ce personnel doit être mobilisable et se limiteront à la période nécessaire, en dehors des heures d'ouverture du service, pour gérer ces événements.

En conséquence, le tableau des astreintes de la délibération du 25 juin 2007, est complété comme suit :

Direction	Service	Cadres d'emplois concernés	Types d'astreintes	Missions
Direction de la réglementation et de la tranquillité publique	Service Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain	Chef de service de police municipale Agent de police municipale	Semaine complète du lundi au lundi	Mobilisation pour la gestion d'événements intervenant en dehors des heures d'ouverture du service

Il est en conséquence proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les modifications de la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2007
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 2 février 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180201-26291-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 12/02/18
Réception en Préfecture : 12/02/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.